

La Turquie et le groupe AFD (2004 - 2010)

*Réunion CUF de Paris
le 14/12/2010*



Sommaire

- **Rappel: le soutien de l'AFD aux collectivités locales**
- **La Turquie, situation géostratégique**
- **Caractéristiques du pays**
- **Enjeux de développement durable**
- **Appuis des bailleurs de fonds**
- **Bilan des Engagements 2007/2009 de l'AFD**
- **Réflexions pour l'avenir**

Rappel: une stratégie d'intervention globale vers l'urbain

- **Une dimension « acteur »** (*collectivités locales, Etat, Banques refinançant les collectivités, Opérateurs urbains*)
- **ET une approche « intégrée » du développement urbain** (*complémentarité des fonctions urbaines*)
- **3 grands objectifs stratégiques**
 - Améliorer les conditions de vie des populations et la productivité urbaine
 - Promouvoir un aménagement territorial qui préserve l'environnement et les BPM
 - Contribuer au renforcement des capacités des maîtres d'ouvrage urbains, en particulier des collectivités locales
- **Des interventions qui associent:**
 - Des **ressources financières** : subventions, prêts concessionnels (coût Etat) ou non, garanties
 - La **mobilisation d'une plate-forme technique** :
 - Réseau d'acteurs urbains (coopération décentralisée, agences d'urbanisme, ADEME, ANRU, SEM, consultants)
 - Assistants techniques
 - Organisation de conférences

Rappel: une vision intégrée du territoire urbain

- **Favoriser une approche projet qui intègre:**
 - La promotion de conditions décentes de logement : réduction de l'habitat insalubre ;
 - La fourniture d'un accès généralisé des populations aux services essentiels : eau, assainissement, éclairage public, gestion des déchets ;
 - L'amélioration de la mobilité urbaine ;
 - Le soutien aux activités économiques et l'emploi local.
- **Une approche opérationnelle pragmatique qui s'adapte:**
 - Aux différents degrés de décentralisation;
 - À l'architecture financière des dispositifs de financement de l'investissement

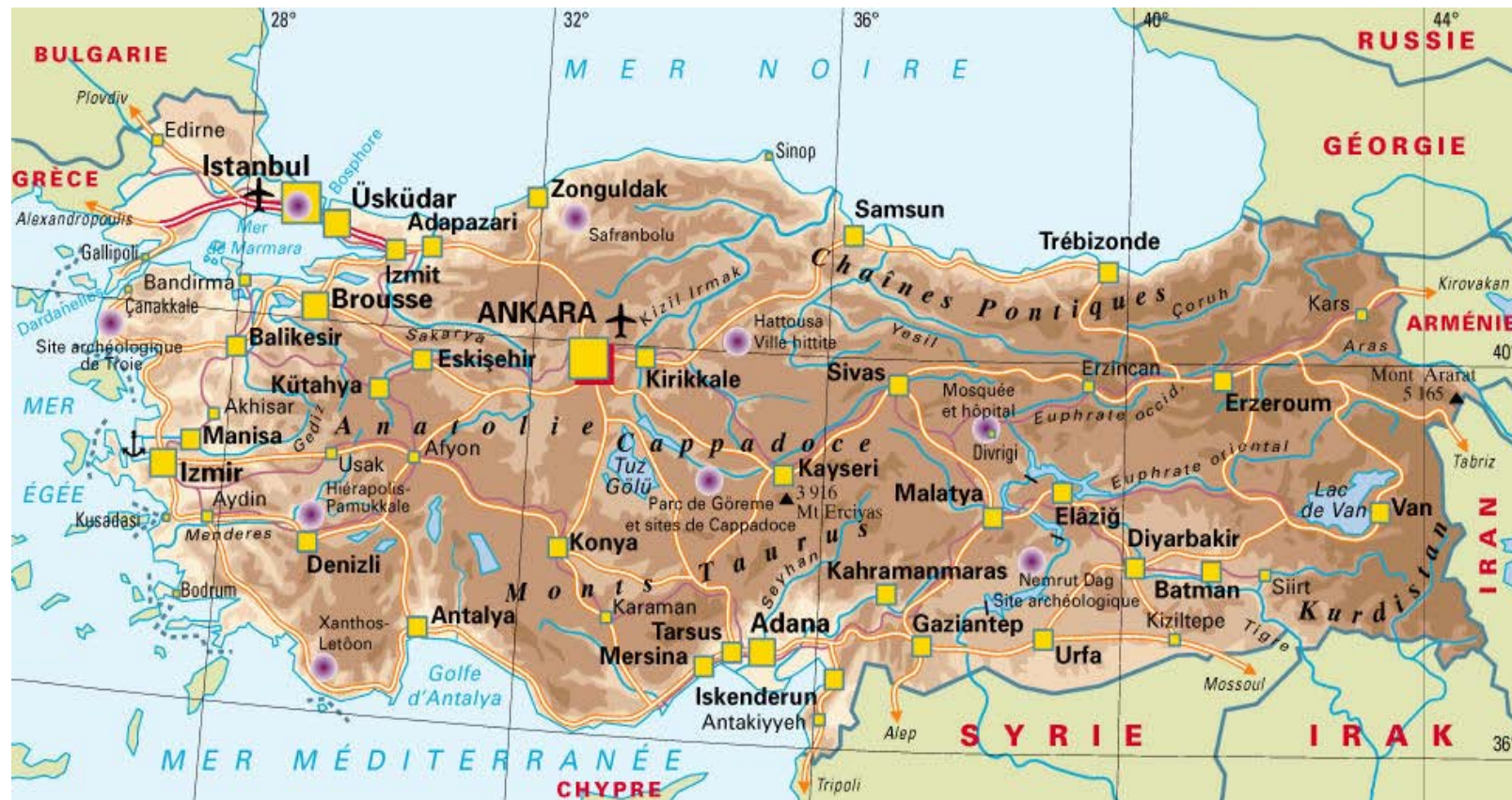
Rappel : modalités d'intervention en faveur des villes

- **L'AGENCE EST GÉNÉRALEMENT SAISIE POUR FINANCER UN PROJET**
 - Le projet est une porte d'entrée pour engager un dialogue avec l'acteur et soutenir son renforcement;
 - Et lui faire des offres d'appui pour améliorer des démarches stratégiques et opérationnelles urbaines porteuses d'amélioration pour les populations.
- **L'ANALYSE ET L'ÉVALUATION DU PROJET PORTENT SUR DEUX ÉCHELLES**
 - L'échelle du territoire :
 - **Le diagnostic territorial** (*forces, faiblesses, enjeux*)
 - **Le diagnostic financier**, comme outil de dialogue sur le projet stratégique (*capacités d'investissement, impact économique, social et fiscal du projet*)

Rappel : différents types de financement des villes

- **Financement de l'Etat pour appuyer sa politique de décentralisation** (*Ghana, Kenya, Colombie, Philippines*);
- **Financement d'un programme municipal** (*Climat et développement durable à Durban*);
- **Financement d'un projet municipal** (*infrastructures à Ouagadougou, tramway à Konya...*);
- **Financement d'une opération d'aménagement urbain** (*Mail de l'Océan Ville du Port, Ile de la Réunion*);

La Turquie : une situation géostratégique particulière



1 - Caractéristiques du pays

- Un pays émergent résistant à la crise et stratégique entre Asie centrale, Orient, Europe et Occident
- Des progrès économiques et sociaux importants au cours de la dernière décennie
- Des fragilités structurelles persistantes illustrée dans la crise

Un pays émergent et stratégique entre Asie centrale, Orient et Occident

- pb de la définition de l'émergence (NPI, BRIC, G20...)
- historiquement une puissance européenne qui a bien résisté à la crise
- controverses sur l'appartenance européenne de la Turquie avec i) majeure partie du territoire pauvre et situé en Asie, ii) interrogations sur l'inspiration islamique de son gouvernement, iii) refus de reconnaissance de Chypre et iv) activisme « néo Ottoman » au Moyen-Orient
- processus d'intégration à l'Union vu par certains comme un acte fondateur dans les relations entre l'occident et le monde musulman, un modèle alternatif au prétendu « conflit des civilisations »

=> la position géostratégique de la Turquie, sur la route de l'approvisionnement énergétique de l'Europe (Caucase, détroits) justifie que l'Union européenne - sous une forme ou sous une autre - entretienne un dialogue spécifique avec ce pays. Sa déstabilisation ou son isolement serait porteurs de risques pour l'Europe.

Des progrès économiques et sociaux importants

- un régime de croissance fragilisé par la crise financière mais soutenable
- forte récession en 2008 et mi 2009 liée à la crise économique internationale (effondrement des exportations vers l'UE), mais prévision de reprise > 5% pour 2010 suite mesures de relance sélective de la consommation, reprise des marchés européens et diversification régionale
- bonne résistance du secteur bancaire aux effets directs et indirects de la crise des sub primes, essor considérable du crédit au secteur privé (PME) depuis 2001 (35% du PIB), montée maîtrisée des PNP (5% fin 2009)
- progrès sociaux dont i) transition démographique presque achevée (2,2) et ii) réduction des inégalités et de la pauvreté (< 1% de la population dans l'extrême pauvreté, 18% de la population considérée comme pauvre / niveau en diminution rapide (28% en 1994). Niveau de chômage élevé (14%) notamment au niveau des jeunes.

Des fragilités structurelles persistantes

- fort contenu énergétique de la croissance
- concurrence des pays asiatiques qui favorise l'émergence de secteurs à forte intensité technologique et la montée en gamme + diversification de la base d'exportation => impact défavorable sur l'intensité en m.o.
- inégalités structurelles i) écart considérable de revenus entre les provinces turques, ii) inégalités croissantes entre le monde rural et le monde urbain avec explosion de la population dans les villes secondaires (qui a plus que doublé en 10 ans)
- niveau et qualité des infrastructures locales insuffisants
- politique de décentralisation inaboutie (transferts financiers pas suffisants pour couvrir l'élargissement des compétences, centralisation des autorisations d'endettement extérieur).

2 - Enjeux de développement durable

Repris dans le programme de développement à moyen terme 2010-12 du gouvernement et s'appuyant sur le processus de préadhésion avec l'intégration progressive des acquis communautaires

- Limiter les rejets industriels et urbains (eau; air) : ouverture du chapitre environnement
- Gérer les effets négatifs de la croissance (émissions accrues de GES, intensité énergétique élevée, aggravation des inégalités): mise en place d'une stratégie « climat »,
- Réduire les disparités territoriales, rééquilibrage en faveur des 50 régions jugées prioritaires,
- Développer les infrastructures et services publics locaux performants
- Améliorer la gouvernance locale et la transparence financières des collectivités locales
- Prévenir les impacts des risques sismiques

3 - Appuis massifs des bailleurs de fonds

- Pour le CAD, la Turquie se situe dans le haut de la fourchette des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (sortie de la liste du CAD dans les 2-3 ans?). la France est devenue le 2eme BDF bilatéral derrière le Japon
- Flux d'APD 2008: 2 Mds représentant 0.3% du PIB et 2.5% du budget national
- Déploiement des Programmes IPA de pré adhésion de l'UE (653 M€ en dons en 2010) en soutien à la reprise de l'acquis communautaire
- Forte présence de la BEI (2 Mds d'engagement en 2010) et montée en puissance de la BERD depuis 2009 (objectif d'engt. 2010: 450 M€) sur les créneaux du financement des PME, des énergies renouvelables, du financement municipal
- Parmi les principaux clients de la BIRD qui a renforcé ses interventions en réponse à la crise (3 Mds de USD sur l'année fiscale 2010; encours 9.8 Mds USD)
- KFW en retrait, l'Allemagne ayant « fermé » le guichet APD en 2008
- Coordination de l'aide limitée (relancée récemment par la CE)

4 - Bilan Engagements AFD 2004/2009

- Mandat en non-souverain faiblement concessionnel
- Rappel stratégie 2007/2009
- Bilan et réalisations du groupe
- Focus sur le secteur bancaire et privé
- Focus sur le climat
- Focus sur les projets en faveur des municipalités
- Enseignements et pistes de réflexion pour l'avenir

Stratégie et dynamique de l'AFD en Turquie / 2007-2009

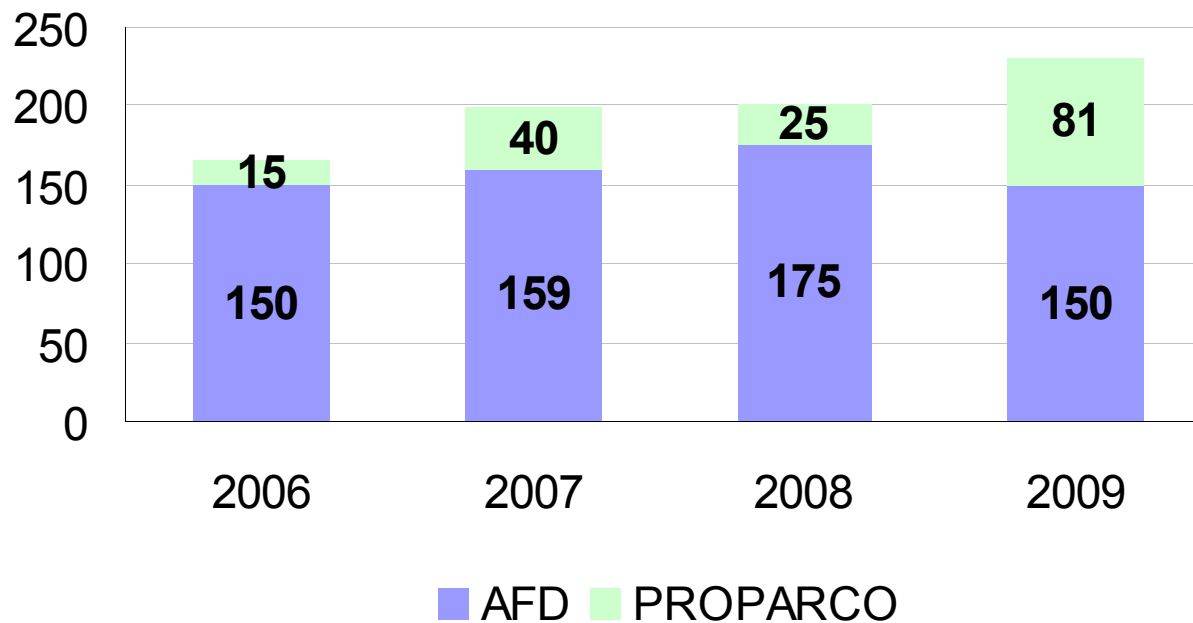
- **Les finalités d'intervention**
 - Réduire l'empreinte environnementale de la croissance turque
 - Arrimer la Turquie à l'Europe
- **Les objectifs directs**
 - Promouvoir un développement sobre en carbone
 - Réduire les pollutions
 - Favoriser les pratiques RSE des entreprises et des banques
 - Promouvoir un développement régional équilibré
- **Les partenaires**
 - Banques
 - Entreprises publiques et privées
 - Collectivités locales

En quelques chiffres ...

- **Montant des engagements depuis 2004: 990 M€** (754 M€ AFD et 236 M€ Proparco)
- **Décaissements cumulés depuis 2004 : 689 M€** (533 M€ AFD et 156 M€ Proparco), soit 70%;
- **Impayés: 0**
- **Encours par nature de contrepartie : 70% banques et société financières, 26% municipalités et 4% entreprises**

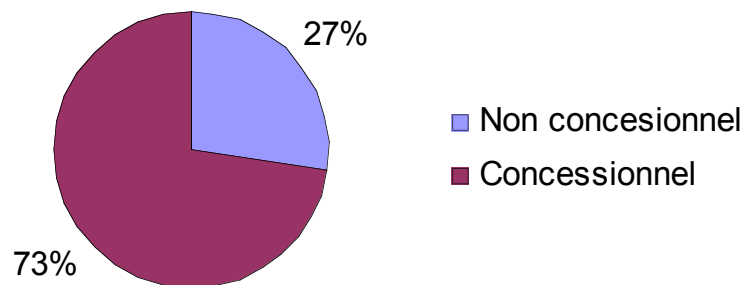
Evolution des engagements

Engagements par année (M EUR)

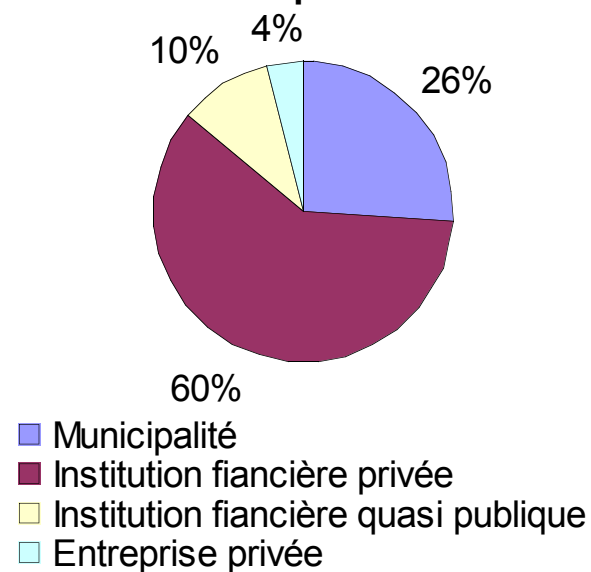


Répartition des engagements par instruments et par contrepartie

Concessionnel / Non concessionnel



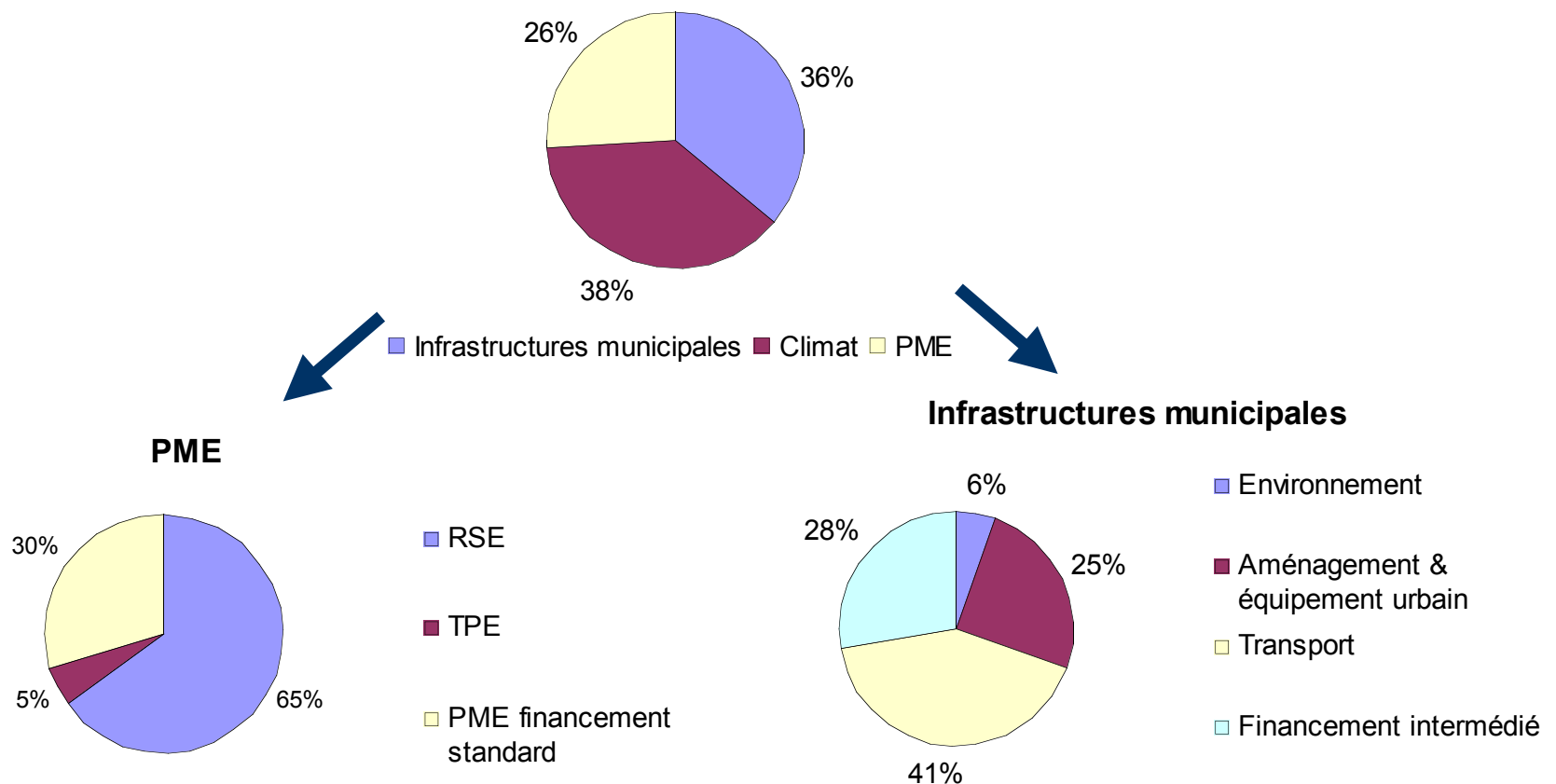
Contreparties



- 100% des engagements non-souverains
- Coût-Etat moyen pour les prêts concessionnels: 18%

Répartition des engagements par objectifs

Engagements 2006-09 par objectif



Production intellectuelle et communication

- Ateliers sur les méthodologies d'analyse financière des municipalités à destination des autorités centrales
- Etude Burgéap « *Engaging Turkish Banks in Scaling-Up Investment on climate Change* »
- Séminaire de coopération décentralisée co-organisé avec CUF en marge du congrès mondial de CGLU
- Formations CEFEB à l'attention de l'Union des Municipalités de la Mer de Marmara sur la gestion de projets et l'analyse financière
- Colloque international sur les PME organisé conjointement avec Dünya et Halkbank (publication étude sur politiques publiques turques de soutien aux PME & publication envisagée des minutes du colloques dans le revue « Notes et Documents ») + side event RSE
- Conférence universitaire FASOPO/CERI/Galatasaray - Apport des sciences sociales dans la décentralisation en Turquie
- Colloque international sur « Ville durable en Turquie » en préparation pour 2011

Sommaire

1. Bilan des engagements
2. Bilan secteur bancaire & privé
3. Bilan secteur municipal
4. Enseignements et pistes de réflexion

Promouvoir un développement sobre en carbone

- 2 lignes de crédit AFD d'un montant global de 100 M€ avec TSKB une autre ligne de 100 M€ avec Halkbank en 2010
- 1 facilité subordonnée de Proparco de 50 M€ avec GarantiBank
- 1 prêt direct AFD de 11 M€ à l'entreprise Nuh Cimento
- Etude Burgéap « *Engaging Turkish Banks in Scaling-Up Investment on climate Change* » réalisée en 2008 pour préparer les prochains engagements
- Démarche programmatique Turquie Climat avec autres lignes bancaires dédiées, dont ISBANK (Proparco)

Favoriser la diffusion des bonnes pratiques RSE des entreprises et des banques

- Ligne de crédit PME de 40 M€ avec TEB, filiale turque de BNP Paribas comportant un programme de sensibilisation à la RSE de 4,2 M€
- 2 lignes de crédit PME respectivement de 50 M€ et 80 M€ avec Halkbank, la seconde ligne comprenant un programme de sensibilisation à la RSE de 1,7 à 2 M€

Sommaire

1. Bilan des engagements
2. Bilan du secteur bancaire & privé
3. Bilan du secteur municipal
4. Enseignements et pistes de réflexion

La promotion d'un développement régional équilibré : les actions et moyens financiers

- Les objectifs:
 - Participer au financement des infrastructures et services publics locaux
 - Renforcer la gouvernance locale
- Moyens financiers:
 - Prêts directs sans la garantie financière de l'Etat turc à la municipalité qui conserve la maîtrise d'ouvrage du projet
 - Prêts à long terme, de 12 à 15 ans, pouvant inclure une période de grâce de 4 à 5 ans
 - Fonds d'expertise et de renforcement des capacités dédié aux pays émergents pour accompagner les collectivités turques dans la préparation en amont des projets

Bilan des projets municipaux en cours

- *Projets réalisés ou en cours de réalisation*
 - Istanbul: 120M€
 - Kayseri: 22M€
 - Bursa: 16M€ abandonné suite changement de maire
 - Konya: 50 M€ difficultés de formalisation
- *Projets à l'étude:*
 - Diyarbakir: 10 M€ en instruction, coopération ville de Rennes
 - Antalya: 27 M€ abandonné
 - Gaziantep: 40 M€ programme climat territorial
 - Eskisehir: 30 M€ pour l'extension du tramway
 - Izmir : 45 M € pour le transport urbain

Les enseignements (1/3)

- Implantation réussie grâce au soutien direct
- Avantages de l'approche-programme
- Fortes réserves des autorités centrales sur l'intervention directe dans le champ social: logement social, appui à des centres de formation professionnelle

Les enseignements (2/3)

- Dispositifs juridiques et de suivi de risque en cours d'amélioration
- Des coûts d'approche projet et temps d'exécution élevés
- Audits financiers à renforcer
- Des compétences « collectivités » à développer

Les enseignements (3/3)

- Secteur municipal stratégique mais intermédiation bancaire à développer pour prendre le relai du direct
- Recherche de points d'implication à haute valeur ajoutée qui s'inscrivent dans une action coordonnée avec les autres acteurs et valorise mieux les intérêts français
- Renforcement des capacités de maîtrise d'ouvrage
- Production intellectuelle et formation comme prolongement de notre activité financière

Sommaire

1. Bilan des engagements
2. Bilan du secteur bancaire & privé
3. Bilan du secteur municipal
4. Forces, faiblesses et pistes de réflexion

Forces

- **Stratégie Groupe lisible et visible localement** : concentration du portefeuille sur 3 axes forts : démarche RSE dans les PME; efficacité énergétique et énergie renouvelable; financement direct des municipalités. Dimension transversale du rééquilibrage régional affirmée. Convergence des activités groupe sur l'agenda énergie/climat
- **Essor de l'AFD dans le pays lui donnant la masse critique nécessaire** : croissance rapide des engagements et des décaissements au travers du vecteur de l'intermédiation bancaire. Meilleur taux de décaissement de la zone Méditerranée
- **Instruments concessionnels sans garantie**: - contrainte NS devenue une force : originalité de l'approche AFD, innovations – utilisation de la concessionnalité de façon plus sélective pour pénétrer un marché très courtisé par les autres bailleurs de fonds
- **Dialogue direct avec les opérateurs économiques turcs (banques et municipalités)**, avec quelques partenariats privilégiés (Halkbank, TSKB, Denizbank, UMM ...)
- **Bonnes performances opérationnelles** et financières

Faiblesses

- **relation bilatérale « déprimée »** liée à la position française sur l'intégration de la Turquie dans l'UE ; manque de « leadership » turc dans le dialogue bilatéral sur les grands thèmes de l'agenda international (climat)
- sur le volet économique bilatéral, **contribution aux « intérêts français » peu lisible**; interaction limitée avec le dispositif de coopération français
- **dialogue limité avec les autorités à Ankara** sur leurs politiques publiques
- **Concurrence accrue des BDF multi** (notamment BERD) et approches conjointes limitées (KfW). Pas de levier sur les fonds de préadhésion européens (IPA)
- **Choix des instruments contraint ou peu clair** : articulation concessionnel – non concessionnel à éclaircir dans une tendance à la réduction de l'accès au coût état; accès à de nouveaux instruments à développer (PI; AT...)
- **Limites opérationnelles**: maîtrise des risques et coût d'approche des projets municipaux élevé ; limites prudentielles contraignantes sur le secteur bancaire; équipe agence jeune en construction
- **Mesure des impacts difficile** (peu de recul) liée aussi à la nature de nos opérations

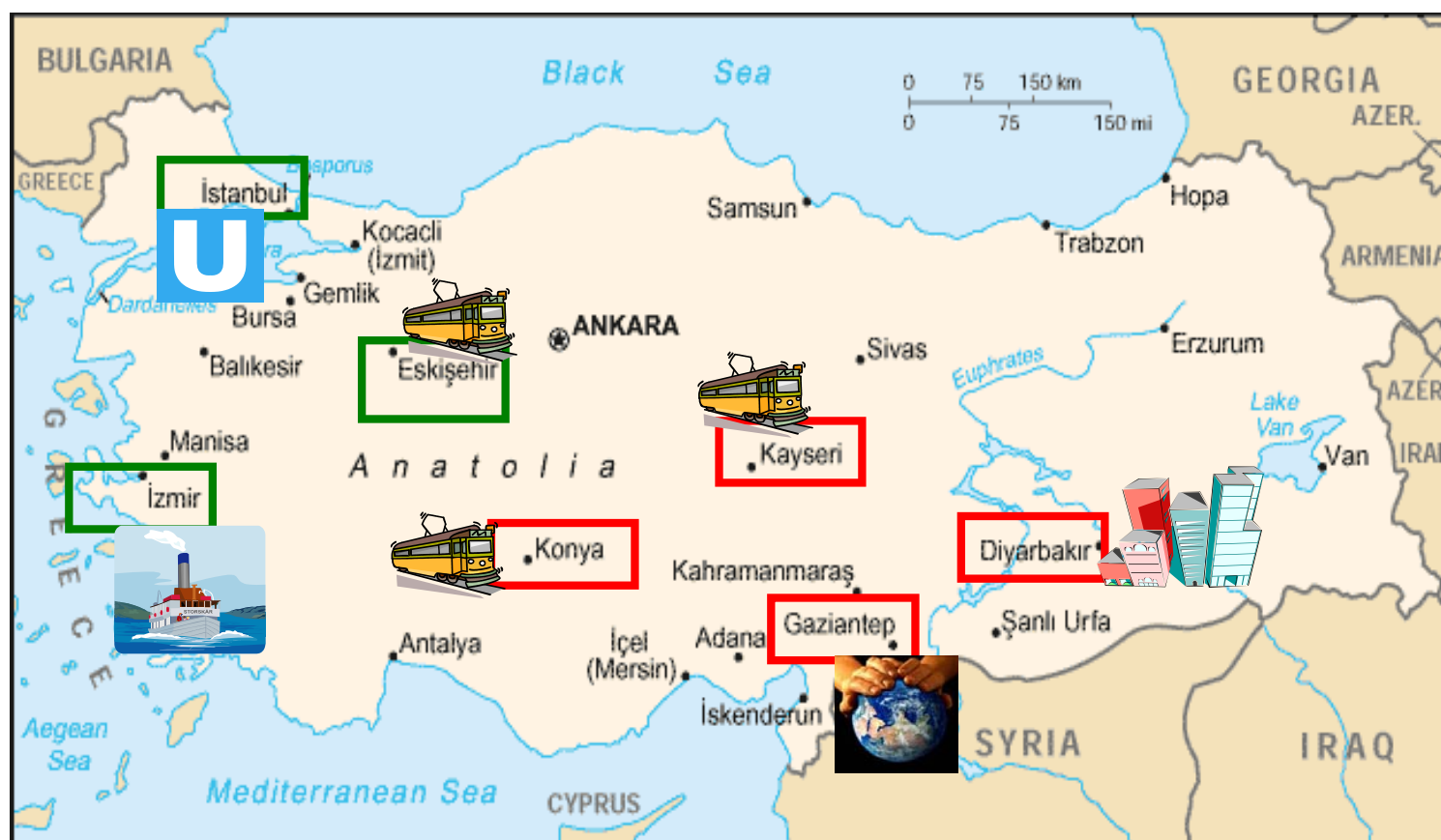
Pistes de réflexion

- **Renforcer la légitimité de notre action** en Turquie: se positionner **au croisement des 3 objectifs politiques de la France**:
 - renforcer le partenariat économique et commercial bilatéral: la Turquie étant devenue un partenaire majeur
 - accompagner l'implication de la Turquie dans l'initiative UPM / PSM
 - nourrir le dialogue bilatéral (et initiatives conjointes) sur les grands enjeux de l'agenda international (climat) traitées en G20
- ce qui implique de **mieux intégrer la « logique d'influence » de la France**: valoriser le savoir faire français (avec Ubifrance); animer un pôle de concertation sur climat (avec les services français); favoriser le rapprochement des acteurs français (publics, collectivités locales et privés) et turcs; communiquer mieux et plus systématiquement sur nos opérations
- **Principale finalité**: au croisement de l'approche AFD dans les pays émergents sur le mandat « croissance verte et solidaire » et de notre stratégie régionale euro méditerranéenne: promotion de l'agenda « climat » et préservation des biens publics régionaux (eau, méditerranée, énergie ...)
- **Intervenir au niveau national** (soutien au plan d'action « climat » en souverain) et **au niveau local** en appui direct aux acteurs économiques (PROPARCO et AFD) : en privilégiant les thèmes de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables au niveau des PME et des municipalités (ville durable).

Pistes de réflexion

- **Instruments:** mise en place progressive de nouveaux outils pour appuyer les politiques publiques. Faisabilité d'une approche programme climat à confirmer.
- **Intermédiation financière:** Privilégier l'approfondissement des partenariats existants (Halkbank; Denizbank; TSKB, TEB)
- **Impacts:** Afficher clairement les objectifs et résultats de développement ce qui implique de travailler sur le mode de suivi et d'évaluation / indicateurs des résultats (harmonisation du suivi avec les autres BDF),
- **Efficacité de l'aide:** faire levier sur les ressources des fonds IPA de l'UE, par exemple sur un programme sectoriel sur le volet environnement (eau et assainissement). Evaluer le coût d'approche
- **Dimension régionale:** potentiels de projets régionaux de l'UPM (PSM, interconnexions); favoriser les coopérations euro méditerranéennes en valorisant l'exemple turc (CMI par exemple)
- **Municipalités:** maîtriser les coûts d'approche et de suivi du risque par une sélectivité des investissements en direct. Evoluer vers des approches programme en intermédiation et des actions de renforcement de capacités (CEFEB)

Les projets en cours



Merci de votre attention

norab@afd.fr

daussincj@afd.fr